

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
15
- Pouvoirs :
1
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

TARIFS APPLIQUES AUX VISITES MEDICALES

Le 13 décembre 2018, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 28 novembre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 15 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.

MM. Eric BLOND, Philippe LEROY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Commandant Luc TACONNET, le Commandant Hervé TESNIERE, le Sergent Mathieu GIBASSIER, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Benoît LEMAIRE, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Madame Chantal COTTEREAU à Monsieur André GAUTIER.

Étaient absents excusés :

Mme Chantal COTTEREAU.

MM. Luc LEMONNIER - représenté, Jean-Pierre THEVENOT, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Samuel PERDRIX - représenté, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *l'arrêté du 18 janvier 2007 relatif aux normes techniques applicables au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes,*
- *la délibération 2017-CA-39.4 approuvant la convention de prise en charge par le Sdis 76 du contrôle de l'aptitude médicale à exercer la fonction de pompier pour des personnels extérieurs au Sdis 76.*

*

* *

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) a approuvé le tarif des visites médicales au profit de personnes extérieures au service.

A compter du 1^{er} janvier 2019, il est proposé d'appliquer une augmentation de 2,2 % de ce dernier sur la base de l'indice des prix à la consommation sur l'année écoulée, soit un prix de visite s'élevant à 102 € HT.

Les modalités administratives et financières de déroulement des visites médicales et de délivrance des certificats médicaux fixées dans la convention jointe en annexe demeurent applicables.

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181213-2018-CA-44-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/12/2018

Publication : 14/12/2018

André GAUTIER



**CONVENTION DE PRISE EN CHARGE PAR LE SERVICE
DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-
MARITIME DU CONTROLE DE L'APTITUDE MEDICALE A
EXERCER LA FONCTION DE POMPIER POUR DES PERSONNELS
EXTERIEURS AU SDIS 76**

Entre :

.....(nom du cocontractant) dont le siège est
..... (adresse postale)

Représenté par(nom du représentant) en exercice, agissant en
qualité de Président

d'une part,

ET

LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME
dont le siège est 6, rue du Verger - CS 40078 - 76192 YVETOT CEDEX.

Représenté par Monsieur André GAUTIER, agissant en qualité de Président.

d'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 - Objet de la présente convention :

L'ensemble des salariés de (nom du cocontractant) bénéficie d'un
suivi individuel de leur état de santé assuré par un médecin du travail.

En plus de ce suivi, les agents ayant la fonction de (à préciser)
justifient d'un suivi spécifique commun à celui des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires.

L'arrêté du 18 janvier 2007 relatif aux normes techniques applicables au SSLIA ouvre la possibilité réglementaire de faire réaliser les visites médicales des pompiers de par un médecin sapeur-pompier habilité à l'aptitude du service de santé et de secours médical du SDIS 76.

..... souhaite confier au groupement service de santé et de secours médical (SSSM) du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Seine-Maritime la prise en charge du contrôle de l'aptitude médicale

Les modalités d'organisation de l'examen médical et les conditions d'aptitude médicale exigées pour la délivrance du certificat médical sont celles définies par le ministre chargé de la sécurité civile pour les sapeurs-pompiers professionnels et volontaires, dans le cadre des missions d'incendie et de secours à personnes.

Sur la base de cet arrêté, le suivi individuel des pompiers (nom du cocontractant) s'articule autour de visites :

- « initiales », équivalentes des visites de recrutement (VRCRU) des sapeurs-pompiers ;
- de « maintien », équivalentes aux visites de maintien en activité (VMA) des SP, de fréquence annuelle ;
- de reprise d'activité opérationnelle (VRAO), pour tout arrêt supérieur à 21 jours, obligatoires pour les femmes enceintes, obligatoires sauf cas particuliers laissés à l'appréciation du médecin, pour toutes les autres causes d'arrêt.

Une visite de reprise d'activité opérationnelle peut se cumuler avec une visite de maintien en activité.

Pour toute autre visite, les salariés doivent être adressés au médecin du travail de (nom du cocontractant) responsable de leur suivi.

ARTICLE 2 - Organisation :

Le suivi des échéances des visites médicales des agents affectés au SSLIA est de la responsabilité de (nom du cocontractant) ; le référent est :

- téléphone :
- mobile :
- courriel :

Le médecin du travail responsable du suivi des agents de (nom du cocontractant) est le (à préciser par le cocontractant) (organisme de rattachement) :

- secrétariat :
- courriel :

Les demandes de visites médicales se font auprès du secrétariat du service de santé et de secours médical (à préciser : Direction/groupement considéré) qui en assure l'organisation selon les procédures et modalités habituelles du service de santé.

Les visites se déroulent dans le cabinet médical du (à préciser : Direction/groupement considéré) situé à la même adresse :

- CIS (nom et adresse postale),
- téléphone :
- courriel :

Les VRCRU et les VMA associent dans un même temps une visite paramédicale et une visite médicale ; les VRAO correspondent en général à une consultation médicale unique.

Les visites médicales sont réalisées par des médecins sapeur-pompier (MSP) habilités à l'aptitude.

Les visites paramédicales sont réalisées par des infirmiers sapeur-pompier (ISP) du service de santé et de secours médical validés pour l'aptitude.

ARTICLE 3 - Gestion de l'information médicale

Les dossiers médicaux des agents concernés sont dématérialisés.

La saisie de l'information médicale dans le dossier médical informatisé de santé au travail (DMIST) du SSSM du SDIS 76 obéit aux règles habituelles.

Lors de la création du dossier dans la base de données Antibia, pour qu'il n'y ait aucune interférence avec les agents du SDIS 76, les éléments suivants doivent être appliqués par l'assistante, l'ISP ou le MSP :

- le « CIS » de rattachement est « ENTREPRISES EXTERNES » ;
- « (nom du cocontractant) » est inscrit au niveau de la zone « adresse ».

Les informations saisies dans le DMIST sont couvertes par le secret médical.

La durée de conservation des dossiers médicaux est équivalente à celle des SP du SDIS 76 (30 ans).

ARTICLE 4 - Contenu des visites :

Le contenu des visites médicales proposées aux pompiers (nom du cocontractant) est identique à celui des visites médicales correspondantes des SP du SDIS 76 et renvoie aux modes opératoires correspondants ; quelques différences existent, concernant les demandes d'exams spécialisés complémentaires et le certificat médical d'aptitude.

4.1 – Visites de recrutement (VRCRU) et visites de maintien en activité (VMA)

Elles associent visites paramédicale et médicale :

- la visite paramédicale comprend de manière habituelle les examens suivants :
 - biométrie (taille, poids, périmètre abdominal, PA et fréquence cardiaque)
 - audiométrie tonale
 - fonction visuelle
 - exploration fonctionnelle respiratoire
 - électrocardiogramme de repos
 - bandelette urinaire (avec dépistage de cannabis pour les visites de recrutement)

- la visite médicale comprend de manière habituelle les éléments suivants :
 - o un interrogatoire avec recherche ou mise à jour des :
 - antécédents médicaux personnels appréciant particulièrement les facteurs de risques, respiratoires, cardio-vasculaires, musculo-squelettiques et psychologiques
 - antécédents médicaux personnels en lien avec un AT, une MP ou une maladie à caractère professionnel (taux d'IPP)
 - antécédents médicaux personnels d'allergies
 - antécédents familiaux présentant un intérêt dans le cadre du suivi de la santé de l'agent
 - conduites addictives (tabac, alcool, autres substances)
 - traitements en cours,
 - o un contrôle du statut vaccinal en lien avec les vaccinations obligatoires chez les SP
 - o un examen clinique général
 - o l'analyse des examens paramédicaux réalisés par l'ISP
 - o l'analyse des examens complémentaires spécialisés :
 - à fournir par le candidat au recrutement (cf. document des examens à fournir lors d'un recrutement de sapeur-pompier volontaire ou professionnel) :
 - ☞ biologie sanguine
 - ☞ sérologie d'hépatite B
 - ☞ radio pulmonaire de face
 - demandés par le MSP (ces examens sont demandés via le médecin du travail (nom du cocontractant) qui les prescrit puis en transmet les résultats au MSP demandeur) :
 - ☞ biologies périodiques
 - ☞ en cas de nécessité
 - avec l'accord de l'agent, des résultats d'examens peuvent être échangés entre le médecin du SDIS 76 et le médecin du travail de l'aérodrome
 - o une conclusion
 - o la détermination du profil S.I.G.Y.C.O.P.

4.2 – VRAO

La visite se limite en général à une consultation médicale unique, reprenant tout ou partie des éléments de la visite médicale précédemment décrite.

4.3 – Détermination de l'aptitude médicale

Elle s'apprécie en évaluant l'aptitude médicale :

- aux missions et fonctions :
 - ☞ incendie
 - ☞ secours routier
 - ☞ SUAP
 - ☞ opérations diverses
- à la conduite des véhicules :
 - ☞ du groupe léger
 - ☞ du groupe lourd
 - ☞ les MSP habilités à l'aptitude du SDIS 76 sont agréés par la préfecture pour le contrôle médical de l'aptitude à la conduite ; en application de l'arrêté du 18 janvier 2017 précité, ils peuvent

rédiger des avis médicaux en lien avec l'activité du cocontractant
..... (à préciser).

- aux activités physiques et sportives.

Le MSP se prononce sur l'aptitude médicale de la manière suivante :

- o « APTE » ;
- o « INAPTE ».

Il peut sursoir à statuer sur l'aptitude médicale dans l'attente de résultats d'examens complémentaires demandés auprès du médecin du travail de l'aéroport.

ARTICLE 5 - Edition et circulation du certificat médical d'aptitude :

Le modèle utilisé est celui de la DGAC ; les pompiers de (nom du cocontractant) arrivent en consultation munis de ce certificat, établi à leur nom ; le MSP se prononce sur l'aptitude médicale de la manière suivante :

- « APTE » ;
- « INAPTE ».

Après avoir été renseigné, signé et tamponné par le médecin, une version dématérialisée du CMA est enregistrée par l'assistante, dans le DMIST.

La circulation du certificat médical obéit ensuite aux règles particulières suivantes :

- une version dématérialisée est adressée par mail :
 - ☞ au médecin du travail référent ;
 - ☞ au référent des pompiers de l'aérodrome ;
- puis, le CMA est remis à l'agent qui lui-même le remettra à son employeur.

En cas de contestations, les agents peuvent faire appel auprès d'une commission *ad hoc* de la DGAC (à laquelle participe un médecin du service de santé et de secours médical du SDIS du domicile du demandeur, différent de celui ayant réalisé la visite médicale).

ARTICLE 6 – Suivi d'activité et facturation :

Le suivi de cette activité spécifique est assuré par l'assistante du secrétariat du service de santé et de secours médical du groupement Sud en reprenant :

- le cabinet de consultation ;
- le jour ;
- la date ;
- le MSP ;
- l'ISP ;
- le nom des agents ;
- les visites réalisées en différenciant :
 - o visites initiales ;
 - o visites de maintien ;
 - o visites de reprise.

Le bilan est adressé trimestriellement au secrétariat du service de santé et de secours médical de la direction pour facturation auprès de (nom du cocontractant)

La facturation s'établit selon les règles suivantes :

- visite médicale, suivant le tarif en vigueur, à savoir : 100 € HT par visite au jour de la signature de la convention. La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) s'appliquera en fonction de la réglementation en vigueur.

Actualisation du tarif :

En cas d'évolution du tarif, le Sdis informe le cocontractant par envoi d'un courrier 3 mois avant la prise d'effet du nouveau tarif. Si le cocontractant le refuse, c'est un motif de résiliation de la convention dans les conditions prescrites à l'article 7. Le silence du cocontractant vaut acceptation.

L'adresse de facturation de (nom du cocontractant) sera la suivante :

.....
.....

SIRET :

TVA :

CODE NAF :

Les factures pourront être transmises de manière dématérialisée sur
ou par mail à l'adresse :

Toute visite dont l'annulation n'a pas été effectuée 48 heures à l'avance sera facturée.

ARTICLE 7- Entrée en vigueur, renouvellement et fin de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de signature et sa validité est d'un an. Le renouvellement de la présente interviendra par reconduction expresse, sans pouvoir excéder une durée totale de cinq années.

Chacun des cocontractants peut également, mettre unilatéralement fin à la présente convention en cours d'année, par courrier recommandé avec accusé de réception. Dans cette hypothèse, la convention prend fin de droit 2 mois après la date d'envoi dudit courrier, le cachet de la poste faisant foi.

ARTICLE 8 - Droit applicable et juridiction compétente

Dans l'hypothèse d'un litige lié à l'application des stipulations de la présente convention, les cocontractants s'engagent à rechercher une solution amiable de règlement, préalablement à toute saisine du tribunal administratif de Rouen.

Fait en deux exemplaires originaux, le

.....
(Nom du cocontractant),

M. Mme

Pour le Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,
Le Président du Conseil d'administration,

André GAUTIER